

**Formulaire de demande d'habilitation  
et engagement sur l'honneur**

**I – Formulaire de demande d'inscription sur la liste départementale des journaux pouvant publier  
les annonces judiciaires ou légales :**

– Raison sociale de l'entreprise éditrice : .....

– Titre de la publication : .....

– Périodicité : .....

– Identité du directeur de la publication (NOM Prénom) : .....

– Adresse complète du siège social de l'entreprise : .....

Code postal :      Ville : .....

– Numéro d'inscription à la CPPAP :

Tirage total :	..... exemplaires
Diffusion gratuite ou assimilée :	..... exemplaires
Invendus :	..... exemplaires
Pour le département, total des ventes effectives :	..... exemplaires
Arrondissement de GUÉRET ..... total des ventes effectives	..... exemplaires
Arrondissement d'AUBUSSON ..... total des ventes effectives	..... exemplaires

NB : Les chiffres à fournir sont les données moyennes par parution, soit sous la forme d'un relevé d'un organisme offrant la garantie d'investigation suffisants et notoirement reconnus comme tels, soit sous la forme d'une attestation de ventes certifiée par un expert comptable ou un commissaire aux comptes.

– Afin d'attester l'existence d'une édition départementale au moins hebdomadaire ou d'un contenu éditorial régulier concernant le département, lorsque le siège social de l'entreprise éditrice n'est pas situé dans le département, fournir **des justificatifs de parution** (au moins les 7 derniers numéros parus à la date de la demande).

Fait à .....	Signature et cachet de l'expert comptable attestant l'exactitude des informations figurant dans la demande
Le : .....	

- La demande d'inscription assortie des pièces demandées doit être transmise avant le **17 novembre 2017**
- L'envoi peut être fait par voie numérisée sous un format type pdf à l'adresse électronique suivante :

[pref-23-reglementation@creuse.gouv.fr](mailto:pref-23-reglementation@creuse.gouv.fr)

## II – Engagement sur l’honneur :

Je, soussigné(e) (NOM et prénom) .....

Directeur (trice) de la publication du journal quotidien / de l’hebdomadaire (rayer la mention inutile)

Titre de la publication .....

Déclare sur l’honneur m’engager à publier les annonces légales conformément aux dispositions prévues par la loi n°55-4 du 4 janvier 1955 et ses textes d’application :

- décret n°55-1650 du 17 décembre 1955 modifié fixant les seuils de diffusion payante par département et par arrondissement
- décret n°2012-1547 du 28 décembre 2012 modifié relatif à l’insertion des annonces légales sur les sociétés et fonds de commerce dans une base numérique centrale,
- arrêté du 21 décembre 2012 modifié relatif au tarif par département et aux règles de composition des annonces légales.

Cet engagement comprend en particulier :

- le respect du prix fixé, dans chaque département, pour une ligne d’annonce de 40 signes et des règles de tarif réduit prévues par l’arrêté du 21 décembre 2012 modifié ;
- le respect des règles de présentation des annonces fixées également par l’arrêté du 21 décembre 2012 modifié ;
- la mise en ligne sur la base de données ACTULEGALES gérée par l’APTE, association agréée par l’État pour la mise en ligne des annonces « vie des sociétés » dans une base de numérique centrale ;

Je m’engage également à porter à la connaissance de la préfecture du département d’habilitation tout changement intervenant en cours d’année (numéro CPPAP, changement de contenu éditorial ou de périodicité de parution, déménagement du siège social, baisse importante de diffusion, rachat du titre ou regroupement de plusieurs titres...).

En outre, je déclare être informé(e) que :

Toute infraction aux dispositions de la loi n°55-4 du 4 janvier 1955 et aux textes pris pour son application est punie d’une amende 9.000 euros et qu’en cas de violation des conditions fixées par ces mêmes textes, l’habilitation pourra faire l’objet d’un retrait par arrêté préfectoral.

Le fait de se faire délivrer indûment par une administration publique ou par un organisme chargé d’une mission de service public, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit ou à accorder une autorisation est puni de deux ans d’emprisonnement et de 30.000 euros d’amende (article 441-6 du code pénal).

Fait le .....

**Signature** précédée de la mention « Lu et approuvé »

à .....